L'ABEILLE.

PAR BULLITT, MAGNE& CIE.
No. 81, RUE CHARTRES.

JOURNAL QUOTIDIEN.....$12 / payable d'avance
DO. TROIS FOIS PAR SEMAINE, $6 / payable d'avance

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI MATIN, 26 JUILLET 1842.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS:
HENRY CLAY.
POUR VICE-PRESIDENT:
WINFIELD SCOTT.

Jours de publication de l'Abeille:
MARDI, JEUDI ET SAMEDI.

LES ETATS UNIS ET LE MEXIQUE.

Les nouvelles reçues de Washington, au sujet de nos relations avec le Mexique, ont causé quelque sensation dans notre ville ; comme d'habitude, l'imagination a été audelà de la réalité et quelques personnes se sont plu à voir la guerre là où il n'y a encore que le mécontentement. Les deux gouvernements en sont tout bonnement aux explications; mais nous pouvons ajouter que, dans cette lutte épistolaire qui pour quelques-uns n'est que le prélude d'autres hostilités, l'avantage reste évidemment au Secrétaire d'Etat des Etats Unis. M. Webster s'y est montré digne de sa reputation.

Les lettres de M. Boccanegra auxquelles répond M. Webster, les dernières du moins, ont été publiées récemment dans le *Courrier* de cette ville, et nous nous en avons donné un extrait le 14 courant. Nous ne les avons pas traitées, il est vrai, avec l'importance qu'on leur accorde aujourd'hui; il nous semblait que les menaces du Mexique devaient exciter le sourire plutôt que l'indignation; mais la chose tourne au sérieux, du moins quant à la discussion. Essayons donc de la résumer et d'en indiquer les principaux traits.

Dans une première communication, datée du 13 mai dernier, M. Boccanegra, ministre des affaires etrangères du gouvernement Mexicain," appelle l'attention du gouvernement de l'Union sur l'intervention des citoyens Americains dans les affaires du Texas, ils aident et soutiennent la rebellion de cette province contre le gouvernement suprême de Mexico; et si ce gouvernement n'eut pas été animé des meilleures dispositions pour celui de Washington, il n'eut pas déployé la plus grande patience, les relations amicales qui existent entre les deux pays eussent été tristement compromises." Cette communication a été transmise à M. Webster par M. Velasquez de Leon qui se donne le titre de chargé d'affaires du Mexique auprès du gouvernement de l'Union, tion qu'il n'ait pas encore présenté ses lettres de créance.

M. Webster, à propos de cette communication, écrit à M. Thompson, ministre americain a Mexico: Il emploiant d'abord de la forme insolite dans laquelle elle lui a été adressée, il était il pas plus naturel qu'elle passât par le canal du Ministre Plénipotentiaire qui représente l'Union à Mexico ? Mais le gouvernement américain s'étonne moins encore de la forme que du contenu de la communication. Le Mexique prétend que le pays est etre rompue sans la patience dont il a donné plus d'une preuve, un pareil langage renferme une accusation que les Etats Unis doivent repousser; car s'il y a eu modération, esprit de conciliation, bienveillance, c'est sans contredit de leur côté. Il suffit pour s'en convaincre de jeter un coup-d'œil sur les événements qui ont eu lieu depuis la révolution texienne.

"M. de Boccanegra, dit M. Webster, semble prétendre que, depuis 1836 jusqu'a ce jour, les citoyens, sujets le gouvernement des Etats-Unis, ont aidé les *Rebelles* du Texas contre la puissance légale de Mexico. Cette prétention ne laisse pas que d'être assez extraordinaire. Le Mexique peut a par consequent regarder le Texas comme une province rebelle; mais le monde a du voir les choses d'un point de vue tout-à-fait différent. Depuis l'époque de la bataille de San Jacinto, en Avril 1836, en jusqu'a ce jour, le Texas a flotté par lui-même sur une carrière d'indépendance que le Mexique lui-même est tout autant de stabilité dans son gouvernement. Le Texas est libre et indépendant par le fait, il est reconnu comme souverainete politique par les principales puissances du monde; il est empire depuis au moins sept ans, et n'a pas été pendant tout ce période interrompu par aucune hostilité. Il n'est donc pas surprenant après cela, que M. de Boccanegra se plaigne que, pendant tout ce même période, les citoyens ou même le gouvernement des Etats-Unis, aient favorisé les *Rebelles* du Texas et leur aient fourni des secours d'hommes, munitions, argent, comme si le Texas n'eut cessé aussi complétement d'exister que si les Etats étrangères eussent empêché le Mexique de faire rentrer le Texas sous sa domination."

M. Webster retrace ensuite la révolution par laquelle le Texas a conquis son independance et les circonstances dans lesquelles cette independance a été reconnue par les Etats-Unis. Le Mexique n'a aucun droit de se plaindre, à moins qu'il ne se plaigne de la reconnaissance même du Texas, or cette reconnaissance est un fait accompli, accepté, et par lequel on ne saurait revenir. Du reste le Texas aurait, tout autant que le Mexique, le droit de se plaindre de l'aide qu'on de dernier reçoit des Etats Unis. La contrebande d'armes ne se fait elle pas aussi sur les côtes du Mexique? Des navires n'ont-ils pas été aussi construits dans les ports de l'Union pour le compte du gouvernement Mexicain? Mais tout cela a été l'œuvre d'entreprises particulières et parfaitement légales; le gouvernement fédéral n'a pas plus droit de les empêcher qu'il n'a le droit d'empêcher les emprunts, avances ou donations qu'il peut convenir aux citoyens de l'Union de faire aux Texiens. Les Mexicains d'ailleurs ont usé des mêmes privileges. L'intervention fédérale ne peut pas s'exercer davantage sur les assemblées publiques qui ont lieu en faveur de l'une ou de l'autre de ces deux républiques. Le gouvernement de l'Union est donc vis à vis du Mexique et du Texas dans une situation parfaitement identique. Il les traite tous les deux comme des Etats independans.

Non contents de se plaindre des secours d'armes et d'argent donnés au Texas, M. de Boccanegra se plaint encore de l'émigration des citoyens de l'Union dans ce pays. Le gouvernement des Etats-Unis ne peut pas y mettre obstacle, et moins que tout autre pays le Mexique a le droit de s'en plaindre, lui dont la politique a toujours été d'encourager l'émigration, lui qui pendant la guerre de l'indépendance recevait sous ses drapeaux des émigrans des autres pays et même de l'Union! Pourquoi donc n'avait-il pas alors d'objection contre le système qu'il condamne aujourd'hui si vivement ?

"M. de Boccanegra, ajoute M. Webster, se plaît à déclarer, si la guerre existait en ce moment entre les deux pays, les Etats-Unis n'auraient pas pu prendre des mesures plus hostiles que celles qui se prennent maintenant, et que les insurgents n'auraient pas obtenu une coopération plus efficace. Cette opinion, passablement hazardeuse si l'on en venait à l'expérience, n'est en theorie qu'une abstraction bien innocente. Jusqu'a ce jour aucun pas encore n'est fait par le gouvernement de Mexique l'hostilité des Etats-Unis; et le gouvernement n'a pas la moindre envie de faire cet essai. Il ne troublera pas la paix pour prouver l'erreur de raisonnement ou est tombé M. de Boccanegra, et il espère aussi que le Mexique n'en prendra inconsidérément aucune et sans nécessité ne lancer dans une expérience qui établirait la justesse ou la fausseté de la pensée de M. Boccanegra."

A la déclaration du même ministre que le gouvernement Mexicain se verra forcer de considérer comme une violation des traités la tolérance montrée par celui de l'Union, M. Webster répond :

"Le gouvernement des Etats-Unis est le gouvernement de la loi. Le magistrat suprême, aussi bien que les autres fonctionnaires, sont guidés par la constitution et la loi du pays. Ni la Constitution, ni les lois du pays, ni les principes adoptés par les Etats Unis, ne les autorisent à intervenir dans les relations légales entre les E. Unis et le Texas, ou bien à empêcher ou tenter même d'empêcher l'émigration des citoyens Américains au Texas ou ailleurs."

Après avoir déclaré que les individus qui s'engageaient qu'service du Texas ou de tout autre Etat, perdaient leurs droits à la protection du gouvernement des Etats-Unis, M. Webster dit en finissant :

"Toutes les obligations qu'impose la loi et les principes de la neutralité, seront remplies à l'egard du Mexique, comme envers les autres pouvoirs. C'est là tout ce que peut faire le gouvernement. Quant à chasser à plus haut prix le maintien de la bonne intelligence avec le Mexique, cela ne se peut pas. Si la paix entre les deux pays vient à être troublée, c'est sur le Mexique que tombera la responsabilité de la rupture; c'est lui qui répondra des conséquences. Les Etats-Unis, je le répète, veulent la paix. Ce serait avec un profond regret qu'ils se trouveraient en relations hostiles avec l'un des nouveaux gouvernements de ce continent ; mais quelque fervent et sincère que soit leur désir de vivre en paix avec le reste du monde et surtout avec leurs voisins immédiats, jamais la crainte de se voir réduits à de cruelles nécessités ne pourra les empêcher d'être justes envers tout le monde, ni détourner leur gouvernement de la sphère constitutionnelle dans laquelle il se meut."

A vant même que le ministre des affaires étrangères du Mexique eut pu recevoir la réponse à sa première dépêche, M. Webster recevait de lui, par l'intermédiaire du chargé d'affaires dont nous avons déjà parlé, une nouvelle communication dont voici la partie importante.

"Le soussigné, dit le ministre mexicain, se flattait de l'idée que le cabinet de Washington ne protégerait ni directement ni sourdement la criminelle usurpation d'une partie reconnue du territoire national. Mais c'est avec peine qu'il est amené, par des faits avérés, à juger que le cabinet des Etats-Unis et les autorités subalternes et locales suivent une ligne de conduite opposée aux principes les plus sacrés du droit des gens et aux pactes solennels d'amitié qui existent entre les deux nations. Des preuves suffisantes résultent du consentement à la formation de réunions politiques tumultueuses en diverses endroits des Etats-Unis, à l'armement et l'embarquement de nombreux volontaires, et aux préparatifs de tout ce qui peut contribuer à aider les Texiens dans l'invasion d'une république voisine et amie.

"Le gouvernement mexicain qui agit avec franchise, ne peut comprendre une semblable conduite ; animé du désir sincère de vivre et de conserver les relations amicales qui ont existé jusqu'à ce jour entre les Etats-Unis et le Mexique, il croit devoir réitérer formellement sa protestation antérieure touchant une tolérance semblable dont il considérera la continuation comme un acte positif d'hostilité contre cette république, laquelle règlera en conséquence ce que l'exigeront la justice, les intérêts, la dignité et l'honneur de la nation.

A cette note M. Webster fit, sous forme d'instruction à M. Thompson, la réponse suivante, qui porte la date du 13 juillet.

"La lettre que m'a écrite M. Boccanegra, est tout à fait extraordinaire et d'un caractère offensif. Elle accuse le gouvernement des Etats-Unis de violations d'honneur et de bonne foi, et cela de la façon la plus injuste et la plus inconvenante. Vous n'en avez point parlé en termes trop sévères dans votre circulaire aux membres du corps diplomatique.

"A la réception de cette, remettez à M. de Boccanegra une note dans laquelle vous lui direz: "Que le Secrétaire d'état de l'Union a reçu le 9 juillet sa lettre du 31 mai; que le président des Etats-Unis considère le langage et le ton de cette lettre comme désagréables à entendre, attendu qu'elle accuse ce gouvernement d'un manque formel de bonne foi ; et qu'il vous ordonne de ne pas y donner d'autre réponse que cette déclaration: " la conduite du gouvernement des Etats-Unis, en ce qui concerne les différends entre le Mexique et le Texas, ayant toujours été dictée par le plus strict et le plus impartial respect pour ses obligations, ne sera changée ni altérée d'aucune façon et dans aucun degré. Si pour cela le gouvernement du Mexico croit convenable de changer les relations qui existent actuellement entre les deux pays, la responsabilité en retombera sur qui de droit."

La sentence de Balthazar Arango y Barbon trouvé coupable d'empoisonnement, sera prononcée par le juge de la Cour Criminelle, dans la séance de jeud prochain.

La première balle de coton nouveau a été reçue hier en ville, venant de St.-Martinville; elle était consignée à MM. V. Foltain, Belloeq et Degelos.

☞ La malle a manqué hier au-delà de Charleston.

Le Sénat dans sa séance du 12 courant a rejeté la nomination de Carrey Robinson, présenté pour le poste de receveur du bureau des terres à la Nouvelle Orléans.

CONGRES.– Les séances des 13, 14 et 15 courant au Sénat ont été presque entièrement consacrées à des mesures exécutives. Les seule points qui méritent quelqu'attention sont lo. une résolution qui enjoint au secrétaire de la trésorerie de soumettre au Sénat un tableau indiquant où ont été déposés les fonds publics depuis le rejet du bill de sous-trésorerie ; 2o. la communication de la correspondance diplomatique, échangée entre le gouvernement de Mexico et celui de Washington; 3o. l'adoption d'un bill dont les légistes surtout apprécieront l'utilité. Ce bill rapporté par le comité judiciaire autorise la réimpression en deux ou trois volumes au plus des lois des Etats-Unis; cette nouvelle édition qui formera en quelque sorte un code portatif, devra couter $10,000 au plus; $3000 seront applicables comme honoraires au compilateur ; et $7000 seront consacrées à l'impression et à la reliure de l'ouvrage qui sera tiré à mille exemplaires Le Congrès disposera plus tard de ces exemplaires, et les partagera entre les divers Etats.

Les séances des mêmes jours à la Chambre ont été plus animées, grace au bill du revenu. Le 13, M. Adams, à la résolution présentée par lui la veille pour obtenir la communication de la correspondance diplomatique échangée avec le gouvernement mexicain, a proposé d'ajouter la demande de communication de toutes les pièces qui ont rapport à nos relations avec le Texas et de tous les documens émanés récemment de ce dernier gouvernement. Le 14, les pièces demandées par la Chambre lui ont été adressées. Presque tous les momens de la Chambre ont été absorbés durant ces trois jours par la discussion en comité général du bill du revenu. Les différens articles en ont soulevé d'assez longs débats; mais ces débats sur lesquels n'offrirait à nos lecteurs que fort peu d'intérêts. Lorsque le bill sortira du comité général pour se présenter à la Chambre, nous en donnerons un aperçu, et nous essaierons d'en apprécier les dispositions.

— La Caroline du Nord n'est pas le seul des Etats-atlantiques où les pluies aient été abondantes, on lit dans le *Beacon* de Norfolk (Virginie) sous la date du 15 courant: "Pendant les sept semaines qui viennent de s'écouler, nous n'avons eu que trois journées claires. Un pareil état de chose était, dit-on, fort ordinaire autrefois dans le mois de mai ; mais il ne s'était pas encore présenté durant les mois d'été. Le ciel s'était eclairci hier ; et nous avions l'espoir d'un jour de tems sec ; mais la pluie a repris aujourd hui."

Un compte-rendu vent épouvantable est venu fondre le 12 courant sur Portsmouth : l'île tout entière a été inondée, et la ville elle-mê ne a eu beaucoup à souffrir. Il n'y a pas eu, de mémoire d'homme, une tempête semblable dans ces parages. Un nombre considérable de navires ont éprouvé des avaries majeures; plusieurs ont été jetés à la côte, quelques-uns ont péri.

— Les explosions de bateaux à vapeur affligent aussi le Canada ; le 10 courant les chaudières du *Shamrock* ont éclaté, tandisque ce steamer se rendait à Kingston où il transportait environ cent vingt émigrans d'Angleterre, d'Irlande et d'Ecosse ; quarante-huit ont échappé sans blessure ; mais dix-huit ont dû être transportés à l'hopital de Montréal, et on ignore le sort des quarante-quatre autre : il est à craindre qu'ils n'aient tous péri. Le *Shamrock* était un bateau à haute pression.

Le *Britannia*, parti de Boston le 2 courant, n'est arrivé que le 5 à Halifax, un bruntiard fort ayant retardé son entrée dans le port, d'environ trente six heures.

La corvette française à vapeur, le Gomer, est arrivée à New-York le 14 au matin. Elle est sortie de Fayal le 3 juillet et de France le 26 ou le 26 juin. On a pu seulement savoir des officiers de quart, qu'il y avait à bord huit commissaires chargés sans doute de missions concernant l'établissement de la ligne de paquebots à vapeur avec l'Amérique, projetée par le gouvernement français. (*Courrier*)

—Thomas W. Dona était dans les premiers jours de ce mois à Kingston (Haut-Canada); c'est du moins là ce que dit le propriétaire d'un hôtel de cette ville: "Il y a loin, dit le *Tribune*, de New-York, pour que ce soit en effet Dorr ; car nous doutons que personne soit jaloux de passer pour ce héros illustre par deux belles campagnes."

—L'abomination de la désolation a pénétré dans le temple des Mormons : Joe Smith, le prophète, s'est querellé avec Bigon Bennets, ses deux principaux acolytes, et les a mis à la porte de la synagogue. Les trois saints se sont, à ce qu'il paraît, dit de forts gros mots dans le cours de la dispute; Bennet en outre a menacé d'écrire un livre où il dévoilerait toutes les infâmies du prophète ! N'est-ce pas le moment de se voiler la face ?

—Eli S. Prescott, receveur des deniers publics, à Chicago, officier de la nomination de M. Van Buren, vient d'être mis en jugement, dit l'*Inquirer* de Philadelphie, pour détournement de fonds. Cet individu prétendit dernièrement que $10,000 avaient été volées dans son bureau; mais le grand jury a acquis la conviction qu'il s'était volé lui-même.

—Les banques de la Virginie ont décidé presque à l'unanimité qu'elles reprendraient le 15 septembre prochain leurs paiemens en espèces. Que la confiance publique leur soit en aide.

—La frégate des Etats-Unis Brandywine est entrée le 13 courant dans le port de Norfolk. Elle venait de Gibraltar où elle a laissé le *Preble*, capitaine Voorhies, et le *Fairfield*, lieutenant commandant Lynch.

La plus grande partie des journaux locofocos ont, il y a quelques temps, reproduit la lettre du général Jackson, en réponse au discours prononcé au sénat par M. Conrad, à propos du bill pour " remboursser au général Jackson, l'amende à lui imposée par le juge Hall de la Nouvelle Orléans, pour mépris de Cour," mais tous se sont abstenus de parler de la lettre de M. Conrad. Nous croyons que la justice nous oblige de mettre sous les yeux des compatriotes de M. Conrad, la lettre qu'il a adressée au général Jackson par l'intermédiaire du journal " *La Globe*."

A l'Editeur du Globe.

WASHINGTON, le 1er. juillet 1842.

Monsieur—Le Globe du 29 du mois dernier contient une lettre du général Jackson à M. F. P. Blair, commentant d'une singulière manière les remarques par moi faites au sénat, à propos du bill pour rembourser au général Jackson l'amende qui lui a été imposée par le juge Hall, pour mépris de cour.

Quoique, lorsque je fis ces remarques, je ne me flattai pas d'échapper au blame qui a toujours été le lot echu à tous ceux qui ont osé contrarier les vœux et s'opposer aux mesures du général Jackson, j'étais loin de m'attendre à voir entrer en lice le général lui même et à avoir un adversaire aussi distingué, et encore moins à voir qu'il lui fut possible au général de s'y tenir, lui qui ce sont de si nombreux témoins les faits. Il y a dans la lettre du Général Jackson quelques remarques que je ne laisserai pas passer inapperçues quoiqu'elles ne soient pas de nature à m'affecter personnellement ; car comme l'autorité de nom sous lequel elles ont été publiées pourrait donner une sanction et une importance à des idées qui, par elles-mêmes, ne valoir bien peu, je veux prie de la valoir bien peu, je veux prie de la valoir bien peu, je veux prie de la